

28 avril 2005, Québec

Allocution à l'occasion de l'ouverture des Assises annuelles 2005 de l'Union des municipalités du Québec (UMQ)

Monsieur le Président de l'Union des municipalités du Québec,

Madame la ministre des Affaires municipales et des Régions,

Mesdames, Messieurs les élus municipaux,

Chers amis,

Je suis très heureux de vous voir aujourd'hui. D'autant plus que nous avons travaillé fort au cours des dernières semaines avec le gouvernement fédéral, pour tenter de conclure une entente sur le transfert aux municipalités du Québec, de sommes significatives provenant des différents fonds fédéraux sur les infrastructures. Au moment où je vous parle, les négociations vont bon train et nous sommes confiants de conclure une entente au cours des prochains jours. Quant à la question du partage de la taxe sur l'essence au profit des municipalités, les négociations avancent bien. Nous poursuivons nos efforts pour en arriver à une entente rapidement. Nous aurons alors de bonnes nouvelles à vous annoncer, de bonnes nouvelles pour vos municipalités et vos régions.

Le premier message que je vous adresse ce matin, c'est notre volonté renouvelée de faire équipe avec les municipalités pour développer le Québec. Mon gouvernement et vos municipalités sont les deux marches d'un même escalier qui mène vers les Québécois. Deux niveaux de gouvernement, mais un même objectif : servir les Québécois et faire progresser le Québec. Nous sommes partenaires dans cette mission démocratique. Permettez-moi de prendre le temps de vous dire ce qu'on a fait, concrètement, pour améliorer le sort des régions et des municipalités. Notre bilan est éloquent et le dernier budget en est la représentation exemplaire. Le budget déposé la semaine dernière par le ministre Audet, c'est celui de notre mi-mandat. Alors on va commencer par répondre à une question : comment va le Québec deux ans presque jour pour jour après notre élection? Le Québec va bien.

En 2004, l'économie du Québec a progressé de 1,9 %. C'est le même rythme de croissance qu'en 2003. Mais pour bien mesurer cette croissance, et l'accomplissement qu'elle représente, il faut se rappeler qu'elle s'est faite alors que le dollar canadien augmentait de 20 %. En 2004, 60 800 nouveaux emplois ont été créés et le taux de chômage a baissé à 8,2 %, en mars dernier, alors qu'il était à 9,1% en mars 2003. C'est 100 000 emplois depuis notre élection. Le chômage a baissé dans la majorité des régions du Québec. Et le plus beau, c'est que ce sont les jeunes qui en profitent le plus. Le taux d'emploi chez les jeunes Québécois est aujourd'hui plus élevé que le taux d'emploi chez les jeunes Ontariens. Les investissements privés des entreprises ont progressé de 13,7 %. Cela signifie que 19 % de tous les investissements privés réalisés au Canada en 2004, ont été effectués au Québec.

C'est un record vieux de 12 ans. Il est vrai cependant que l'économie québécoise a souffert de la forte appréciation du dollar canadien. Il y a eu dans certaines régions des fermetures douloureuses. Mais les perspectives demeurent encourageantes. Après 4 ans de repli, les

exportations québécoises ont retrouvé le chemin de la croissance en 2004. Ça veut dire que nos entreprises sont de plus en plus nombreuses à relever le défi de la concurrence internationale et à investir dans leur modernisation. L'activité économique devrait s'accélérer dès cette année pour atteindre un taux de croissance de 2,4 % en 2005 et de 2,6 % en 2006. Sur le plan économique, nous avons donc connu une performance très honorable dans un contexte pas toujours facile. Vous en êtes tous témoins, parce que c'est chez vous que ça se passe. C'est dans ce contexte que nous avons présenté notre troisième budget. Ce budget va dans le sens de nos priorités qui sont celles des Québécois.

Avec ce budget, notre gouvernement favorise la prospérité partout au Québec et il honore sa mission sociale dans toutes les régions. D'abord, nous continuons à investir en santé. Nous ajoutons 826 000 000 dans les services directs aux patients. Depuis notre arrivée, nous avons augmenté le budget de la santé de 3 000 000 000 \$. Mais on ne fait pas qu'investir en santé. Nous modernisons le système. On a réuni les établissements en réseau, pour être plus efficace. On a réorganisé le travail. On a simplifié la gestion en réduisant le nombre d'unités d'accréditation syndicale. Ces changements ont demandé beaucoup d'efforts et de détermination. Ils n'ont pas fait l'affaire de tout le monde, mais on commence à en voir les résultats. Souvenez-vous, il y a trois ans. Pendant les bulletins de nouvelles, il y avait un bandeau au bas de l'écran, qui affichait le taux d'occupation des salles d'urgence. On n'en voit plus de ça. Ça ne veut pas dire que tout est réglé, loin de là, mais on a renversé la tendance. À cet investissement dans les services s'ajoutent 2 600 000 000 \$ sur trois ans dans les immobilisations, pour rénover nos hôpitaux et nos CHSLD. Ce sont des investissements qui vont profiter à toutes les régions du Québec.

Avec ce budget, nous venons en aide à ceux qui en ont vraiment besoin. Nous honorons un engagement qui me tenait beaucoup à cœur. Nous rétablissons la gratuité des médicaments pour les personnes âgées les plus démunies. Ce sera la gratuité complète dès juillet. Nous augmentons par ailleurs de 50 % le soutien aux personnes handicapées et aux aidants naturels. C'est un geste important qui reconnaît le rôle social et le geste généreux posé par ceux qui prennent soin d'un proche vulnérable. C'est 80 000 personnes qui vont bénéficier d'une aide de 128 000 000 \$. Ça fait une grosse différence pour ceux qui vont en bénéficier.

Nous réinvestissons aussi en éducation. Nous augmentons de 321 000 000 \$ le budget de l'éducation. En trois ans, c'est plus de 1 000 000 000 que nous avons ajouté dans nos écoles et nos universités. Nous avons fait plus en 3 ans que le gouvernement précédent en 9 ans! Ces nouveaux investissements vont permettre, entre autres, de doubler les ressources consacrées à l'aide aux devoirs et d'augmenter la durée de la semaine de classe, pour que nos enfants fassent plus de sport et pour qu'ils apprennent l'anglais dès la première année.

Actuellement, une équipe de travail issue du Forum des générations, se penche sur les moyens à prendre pour développer le concept d'école communautaire. Ce regroupement de services publics dans les établissements scolaires, favorisera le développement et l'épanouissement de nos jeunes dans leur milieu, à la ville comme en région. Le troisième budget de notre gouvernement continue de placer la famille au cœur de notre action. Car une des meilleures façons de répondre au défi démographique, de lutter contre le déclin démographique des régions, c'est de faire du Québec le meilleur endroit pour voir naître et

grandir des enfants. En ajout aux mesures annoncées dans le budget précédent, comme le soutien aux enfants, nous confirmons que le régime québécois de congés parentaux, entrera en vigueur le 1er janvier 2006. Le Québec sera le seul maître d'œuvre de ce régime. C'est notre gouvernement qui a remporté cette victoire au nom des familles du Québec. Ça traînait depuis 8 ans!

Avec ce budget, nous affirmons notre détermination de réduire le fardeau fiscal des Québécois. Le budget de l'an dernier retournait 1 000 000 000\$ aux familles et aux travailleurs à faible revenu. Cette année, nous faisons un pas, pour soulager la classe moyenne qui verra ses impôts réduits de 372 000 000 \$ sur une pleine année. Cette réduction d'impôt, c'est principalement une nouvelle déduction fiscale de 500 \$ pour tous ceux qui travaillent, les 3 100 000 de salariés et les 162 000 travailleurs autonomes du Québec. À cela s'ajoute l'indexation de l'impôt des particuliers qui laissera 250 000 000 \$ dans les poches des contribuables. Ça veut dire que les gains des contribuables, depuis notre arrivée, atteindront 1 400 000 000 \$ en 2006. Nous avons fait la moitié du chemin vers l'objectif de ramener le fardeau fiscal des Québécois au niveau de la moyenne canadienne. L'écart du fardeau fiscal des Québécois par rapport à la moyenne canadienne était de 2 200 000 000 \$ au lendemain de notre élection. Il sera ramené à 1 200 000 000 \$ en 2006.

Ce budget affirme avec force notre détermination à bâtir un Québec plus prospère, plus favorable aux affaires et à la croissance des entreprises dans toutes les régions. On va régler quelque chose ensemble aujourd'hui. Ce n'est pas vrai que le développement économique nuit au développement social. C'est précisément le contraire. Plus nous serons prospères, plus nous pourrons aider ceux qui en ont besoin et investir dans les services publics. Pour encourager la prospérité économique, le gouvernement engage une réforme de la fiscalité des entreprises. Nous réduisons de plus de 50 % la taxe sur le capital qui est un frein à l'investissement.

Afin de favoriser la modernisation des entreprises et l'investissement stratégique, nous introduisons un crédit de taxe sur le capital de 5 % pour tout nouvel investissement en machinerie et en équipement. Cette mesure est déjà en vigueur. Et c'est un message clair aux entreprises : Modernisez-vous et vous ne paierez plus de taxe sur le capital! À l'intention précise des PME, qui sont le fer de lance de notre croissance, nous avons annoncé : Une réduction permanente du taux d'imposition à 8,5 % à compter du 1er janvier 2006; Nous créons un nouveau régime Actions-croissance PME. Il s'agit d'un nouvel incitatif destiné aux investisseurs particuliers. Investissement Québec ajoutera également un volet Relève PME à ses programmes existants pour favoriser la relève dans les entreprises familiales du Québec. Notre gouvernement augmente par ailleurs le taux du crédit d'impôt remboursable à la R&D et ajoute 15 000 000 de \$ au programme pour aider les entreprises à devenir plus performantes et à percer les marchés étrangers.

Toutes ces mesures n'ont qu'un seul objectif : favoriser les investissements dans vos régions, favoriser la création d'emploi dans vos villes. Le Québec sera fort de ses régions, si elles sont prospères. Et justement, notre budget c'est un budget pour la prospérité des régions du Québec. Nous consacrons 240 000 000 \$ sur trois ans à nos régions. Ce montant servira principalement à mettre en œuvre le rapport Coulombe. Nous avons pris la décision

courageuse et nécessaire de freiner l'exploitation forestière au nom de la préservation de notre patrimoine collectif et pour le plus grand bénéfice des générations futures. Nous allons aider les communautés et les travailleurs touchés en favorisant la diversification des économies locales et régionales pour ainsi assurer la prospérité durable des régions. Nous mettons 75 000 000 \$ pour améliorer la gestion des forêts et on consacrera 10 000 000 pour aider les travailleurs des régions forestières qui seront affectés par la réduction des droits de coupe. Nous créons un fonds de 30 000 000 \$ spécialement destiné à favoriser la diversification économique des villes mono industrielles. Nous augmentons de 78 000 000 \$ la mise de fonds gouvernementale dans les fonds régionaux d'investissement.

Nous investissons dans le développement des produits du terroir, dans la promotion touristique et dans les parcs nationaux. Ce budget prévoit par ailleurs des investissements sans précédent dans nos infrastructures, partout au Québec. Il y a une véritable corvée à faire au Québec en matière de remise à niveau et développement de nos infrastructures et on va la faire. Ce sont 4 900 000 000 \$ que nous allons consacrer autant dans le maintien et l'entretien des actifs existants que dans le développement de nouvelles infrastructures. D'ici 2007-2008, nous investirons en moyenne 1 300 000 000 \$ par année dans le réseau routier relevant du gouvernement du Québec. C'est un investissement majeur dans un réseau qui en a grandement besoin.

Ça veut dire quoi 1 300 000 000 par année pendant 3 ans dans le réseau routier? C'est la route 185 dans le Bas-Saint-Laurent; C'est la route 175 entre Québec et ville Saguenay; C'est l'autoroute 73 et la route 173 en Beauce; C'est l'autoroute 55 entre le Centre-du-Québec et l'Estrie; C'est l'autoroute 25 entre Montréal et Laval; C'est l'autoroute 50 en Outaouais; C'est l'autoroute 35 vers la frontière du Vermont; C'est l'autoroute 30 en Montérégie; C'est la 20 dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie. Ces développements routiers vont contribuer à dynamiser les économies de vos régions. Investir dans les infrastructures, c'est investir dans le développement à long terme du Québec et de ses municipalités. Et on a un nouvel outil pour le faire ensemble. C'est la SOFIL, la Société de financement des infrastructures locales.

Cette société est financée par la nouvelle taxe sur les véhicules à forte cylindrée et par une partie de la taxe fédérale sur l'essence. On va refaire ensemble la colonne vertébrale de notre économie. On va se redonner des routes en bon état; on va traiter nos eaux usées comme il faut et on va investir dans les transports publics. C'est un budget responsable et rigoureux qui tient compte de nos moyens et qui porte notre vision du Québec. Avec ce budget : Nous renforçons notre capacité de nous imposer dans un contexte économique concurrentiel. Nous consolidons nos positions de force en santé et éducation. Nous venons en aide à ceux qui en ont le plus besoin. Nous poursuivons la réduction du fardeau fiscal des Québécois. Nous stimulons l'investissement et la création de richesse qui sont les leviers de notre mission sociale; Nous engageons une corvée pour renouveler nos infrastructures; Nous reconnaissons les municipalités comme les principaux partenaires du gouvernement dans le développement du Québec. Depuis notre élection, nous avons bâti un partenariat fertile et respectueux avec les municipalités. Nous allons continuer dans cette voie.

Ensemble, nous avons entrepris une démarche historique vers la décentralisation et la régionalisation des responsabilités. On le fait parce que c'est la voie de l'avenir. Vous vous

réunissez cette année sous le thème La municipalité, maître d'œuvre de son développement et de son avenir. Nous sommes sur la même longueur d'ondes. C'est ça l'esprit de la décentralisation. On va avancer ensemble et on va faire les choses comme il faut. Par étapes, sans rien brusquer. D'abord, on s'est donné une gouvernance régionale imputable en créant les Conférences régionales des élus. Ensuite, nous avons signé des protocoles d'entente sur la décentralisation et sur la régionalisation lors du Forum des générations l'automne dernier.

Maintenant, on identifie des pistes de décentralisation, à la table Québec municipalités, et des pistes de régionalisation à la table Québec-régions. Les propositions qu'on examine ensemble proviennent des municipalités, des CRÉ et des MRC. On avance. On avance résolument, rigoureusement et respectueusement. Et aujourd'hui, je veux réitérer un engagement devant vous. La décentralisation, ce n'est pas un autre mot pour délestage de responsabilités ou pour pelletage dans la cour des municipalités.

Chaque transfert ou délégation de pouvoirs sera associé à un transfert ou à une délégation des ressources. La décentralisation, c'est pour mieux répondre aux besoins des Québécois, c'est pour rapprocher la livraison des services le plus près possible des citoyens. C'est pour donner plus d'emprise aux communautés locales sur leur développement. C'est aussi pour assurer une plus grande transparence et une plus grande imputabilité dans les prises de décision et dans la gestion des fonds publics. Mais, prenez-en ma parole, ce n'est surtout pas pour alourdir le fardeau des municipalités.

Au cours des prochains mois, nous allons aussi renouveler le pacte fiscal avec les municipalités. Les négociations ont d'ailleurs débuté en février avec une première rencontre de la Table de négociation regroupant l'UMQ, la FQM, la Ville de Montréal, le ministère des Finances et le ministère des Affaires municipales. Une autre rencontre s'est tenue à la fin mars. Une troisième aura lieu la semaine prochaine. Vous avez des demandes importantes et nous allons essayer d'y répondre sans compromettre l'équilibre budgétaire.

Depuis deux ans, notre gouvernement a entrepris un nombre important de changements. Ces changements sont en train de renforcer le Québec. Nous avons renversé la tendance en santé. Nous avons lancé une corvée sans précédent de développement de nos infrastructures. Nous avons relancé le développement énergétique. Nous avons engagé le Québec sur la voie du développement durable. Nous avons renforcé l'économie du Québec.

Et nous avons bâti un partenariat moteur avec le monde municipal. À mi-mandat, on voit déjà se dessiner le Québec de demain. Un Québec plus prospère qui a les ressources pour honorer sa mission sociale et qui se développe avec la participation de chacune de ses régions. Un Québec que nous allons réaliser ensemble!